

AQUI SOCIAL

LA SEMAINE SOCIALE EN NOUVELLE-AQUITAINE



VOTRE REVUE DE PRESSE

DU 04 AU 10 OCTOBRE 2025

NUMÉRO 2

LES VITICULTEURS DU COGNAC VONT DEVOIR ARRACHER 3 500 HECTARES

UNE LICENCE PRO CYBERSÉCURITÉ DANS LES CARTONS À PÉRIGUEUX

LE PORCELAINEUR COQUET SOUS PAVILLON INDIEN

LA CGT POURSUIT LORMONT POUR SON TRACT SUR LE DROIT DE GRÈVE

UPSA INJECTE 10 M€ À AGEN POUR RELANCER DES MÉDICAMENTS

MJC et associations en péril face à la baisse des subventions

Un collectif d'associations des Pyrénées-Atlantiques appelle à une mobilisation le 11 octobre face à une baisse drastique des subventions. Près d'un tiers d'entre elles ont réduit ou cessé leurs activités. Trente-six Maisons des jeunes et de la culture sont en déficit, près de trois sur dix annoncent des fermetures, deux sur dix ne remplacent pas les départs, et certaines augmentent les tarifs d'adhésion. Le secteur emploie plus de 23 000 salariés dans quelque 2 000 associations, pour près de 700 000 adhérents. Les responsables réclament un sursaut politique pour préserver ce tissu essentiel représentant 3 % du PIB local. Ailleurs en Nouvelle-Aquitaine, la situation n'est pas meilleure : à Montmorillon, dans la Vienne, la MJC est contrainte de licencier.

VOTRE ANNONCE ICI
Contact & devis
PUB@AQUISOCIAL.FR

REVENDICATIONS

EN RÉGION

ÉDUCATION

LES MOBILISATIONS SE MULTIPLIENT CONTRE LES MOYENS EN BERNE

Dans plusieurs départements de la région, syndicats, enseignants et parents se sont mobilisés cette semaine contre un manque criant de moyens dans les établissements scolaires.

En **Dordogne**, les syndicats FO (FNEC-FP, SNETAA) dénoncent une rentrée « difficile » marquée par des classes surchargées et un déficit d'enseignants et d'AESH. Dans les **Pyrénées-Atlantiques**, la FSU alerte sur la pénurie de psychologues scolaires : chacun suit plus de 1 000 enfants, voire le double d'adolescents, bien au-delà du seuil de 800 souhaité.

En **Gironde**, les AESH du collège Val-des-Pins, au Teich, ont manifesté pour protester contre leurs faibles salaires – environ 800 € mensuels pour 20 heures hebdomadaires – alors qu'une vingtaine d'élèves dépendent de leur accompagnement.

Dans la **Creuse**, à Bennevent-l'Abbaye, enseignants, parents et élus demandent plus d'heures d'assistants d'éducation, de CPE, d'infirmier et de psychologue scolaire pour le collège Jean-Monnet (173 élèves), où le CPE n'est présent qu'à mi-temps.

Enfin, en **Haute-Vienne**, le SNEP-FSU dénonce l'état préoccupant des équipements sportifs en Limousin : selon son enquête, près de quarante établissements en Corrèze et en Haute-Vienne obtiennent une note inférieure à 50 %, révélant de fortes disparités entre lycées modernes et structures vétustes.

Partout, le constat est identique : les établissements scolaires manquent de moyens, humains comme matériels, pour assurer leurs missions dans de bonnes conditions.

SOURCES

- Dordogne Libre, 07/10/2025, p. 10
- La République des Pyrénées, 10/10/2025, p. 13
- Sud Ouest Bassin d'Arcachon, 04/10/2025, p. 19
- La Montagne, édition de la Creuse, 08/10/2025, p. 12
- Ici Corrèze, 06/10/2025.

DEUX-SÈVRES

PASSE D'ARMES ENTRE LA CGT ET LE RN AUTOUR D'UNE CANDIDATURE À NIORT

Plusieurs sections syndicales CGT d'assureurs niortais (Groupama, MAIF, Macif, Matmut, Smac), Inter Mutuelles Assistance et Inter Mutuelles Habitat) ont récemment dénoncé la candidature de Céline Bonnet-Derisbourg, manager chez IMA, investie par le Rassemblement national pour les municipales de 2026 à Niort. Le conseiller régional RN Olivier Guibert, qui estime que la CGT « se coupe de la France qui travaille et qui souffre ». Le syndicat juge cette candidature « incompatible avec les valeurs de l'économie sociale et mutualiste ».

SOURCE

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 07/10/2025, en ligne.

DORDOGNE

LES CHEMINOTS REDOUTENT LA FERMETURE DES ATELIERS DE CHANIERS

Dédiés à la fabrication et à l'entretien des aiguillages, les ateliers qu'exploitent la SNCF à Chaniers, près de Périgueux vont-ils fermer ? Selon la CGT Cheminots du département, l'opérateur du rail enverrait des signaux en ce sens. Le syndicat pointe un projet de déplacement d'ingénieurs vers l'entité de Chambly, dans l'Oise, où la SNCF dispose d'une structure similaire, ainsi que des investissements plus soutenus en direction de ce site. Les ateliers de Chaniers emploient 80 salariés, déterminés à défendre le site.

SOURCE

Dordogne Libre, 09/10/2025, p. 4

HAUTE-VIENNE

A LIMOGES, 200 PERSONNES POUR DÉFENDRE LA SÉCU

Jusqu'à 200 personnes ont manifesté jeudi 9 à Limoges pour la défense de la sécurité sociale, dans le cadre de ses 80 ans. A l'appel de la CGT, ce rassemblement était aussi l'occasion de fustiger la crise politique en France. Les députés La France Insoumise de la Haute-Vienne y participaient.

SOURCE

Le Populaire du Centre, 10/10/2025, p. 6



Transmettez nous vos infos en direct
info@aquisocial.fr

REVENDICATIONS

VIENNE

LA CGT ET SUD MANIFESTENT PENDANT L'AUDITION DE L'UN DES LEURS À LA GENDARMERIE

Mardi après-midi, soixante-dix militants des syndicats CGT et Sud se sont rassemblés devant la gendarmerie de Persac, près de Montmorillon, avant de bloquer quelques instants la RN147 à proximité. Ils agissaient en soutien d'un adhérent CGT convoqué par les gendarmes suite à une plainte de La Poste. Le convoqué faisait partie d'un collectif qui avait dérobé une boîte jaune cet été, pour protester contre sa suppression. Il avait formulé la promesse de la restituer si son maintien avait été acté par l'établissement du courrier.

SOURCE La Nouvelle République, édition de la Vienne, 08/10/2025, p. 22

ÉDITEURS, LIBRAIRES



FAITES CONNAITRE
LES GUIDES UTILES

LES GUIDES

Prud'hommes

SE DÉFENDRE POUR GAGNER

- Quelles sont les procédures ?
- Comment je prépare une audience de conciliation ?
- Comment je conteste un prud'homal ?
- Contact & devis

PUB@AQUISOCIAL.FR

prat

2022
Dernières
jurisprudences

CHARENTE-MARITIME

TAXI VS VTC : UNE PLAINE DÉPOSÉE À LA ROCHELLE

Un chauffeur de taxi de 26 ans a porté plainte lundi matin à La Rochelle pour violences après une altercation survenue samedi soir sur le Vieux-Port. Il accuse un conducteur de VTC de l'avoir agressé alors qu'il filmait une scène de « maraude électronique », pratique interdite pour les véhicules de transport avec chauffeur.

Le taxi, qui s'est vu prescrire quatre jours d'ITT, dénonce une concurrence déloyale.

L'Alliance syndicale des taxis de Charente-Maritime a saisi le préfet et le maire. Le conflit entre taxis et plateformes comme Uber ou Bolt s'envenime, sur fond de procédures judiciaires déjà engagées contre Uber pour « exercice illégal de la profession » et « concurrence déloyale ».

SOURCE Ici La Rochelle, 07/10/2025, en ligne.

EN RÉGION

POLICIERS ET AGENTS PÉNITENTIAIRES DEMANDENT DE MEILLEURES CONDITIONS

Confrontées elles aussi à un manque chronique de moyens, les forces de l'ordre ont aussi fait entendre leur voix cette semaine.

À **Pau**, la maison d'arrêt bat un nouveau record de surpopulation, avec 235 détenus pour 185 places. La CGT pénitentiaire dénonce une situation explosive : violences entre prisonniers, insécurité pour les surveillants, et parfois un agent seul pour plus de cent détenus. Le syndicat réclame un « stop écrou » pour limiter les arrivées tant que les capacités d'accueil ne sont pas augmentées, faute de quoi il menace d'actions de blocage.

Même lassitude à **Bordeaux**, où une trentaine de policiers du syndicat Unité 33 ont manifesté le 8 octobre près du très fréquenté centre commercial Mériadeck. Ils dénoncent une charge de travail insoutenable, des effectifs insuffisants et des dossiers en attente qui s'accumulent faute de moyens.

SOURCE Sud Ouest Béarn et Soule , 08/10/2025, p. 16
Sud Ouest Bordeaux, 09/10/2025, p. 15

REVENDICATIONS

GIRONDE

LES INSPECTEURS DU PERMIS DÉBRAYENT À MÉRIGNAC CONTRE LES SOUS-EFFECTIFS

Après leurs collègues du Limousin, une dizaine d'inspecteurs du permis de conduire de la Gironde se sont rassemblés lundi 6 octobre devant le centre d'examen de Mérignac, près de Bordeaux. Ils protestent eux aussi contre les sous-effectifs et réclament des renforts. Le syndicat Snica FO sollicite 150 postes pour toute la France, deux en Gironde qui en compte 30 à ce jour

SOURCE Sud Ouest Bordeaux Agglo, 07/10/2025, p. 16

LANDES

LES POMPIERS EN GRÈVE CONTRE L'ATTRIBUTION D'UNE PRIME DE LOGEMENT JUGÉE DÉPLACÉE

Le syndicat CGT du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) des Landes a déposé un préavis de grève pour mardi 7 octobre.

Les agents protestaient contre une prime de logement devant être dorénavant attribuée au directeur adjoint de la structure.

Une somme mal perçue dans un contexte de baisse de pouvoir d'achat des personnels.

SOURCE Sud Ouest Landes, 04/10/2025, p. 13

VIENNE

LES SYNDICATS DE TERRITORIAUX VEULENT PESER POUR LES MUNICIPALES À POITIERS

La CGT des territoriaux de Poitiers, du CCAS et de Grand Poitiers entend bien tenir un rôle pendant la campagne des municipales.

Le syndicat souhaite rappeler le rôle des 3 600 agents de la collectivité et milite pour que les candidats les associent à leurs projets pour les différents mandats à décrocher.

La CGT territoriaux fédère à Poitiers 400 adhérents.

SOURCE La Nouvelle République, édition de la Vienne, 08/10/2025, p. 12



Chaque semaine ici
TOUTE L'INFO SOCIALE À TÊTE REPOSÉE

ACTION POLITIQUE

EN RÉGION

DES ÉLUS LOCAUX REMONTÉS CONTRE LES RÉORGANISATIONS

En Creuse aussi bien qu'en Haute-Vienne, la réorganisation de services publics ou apparentés provoque mécontentement et mobilisations.

À Aubusson, plusieurs maires et élus se sont réunis pour dénoncer le projet de regroupement de cinq centres routiers départementaux. Selon eux, il s'agit d'une casse du service public et d'un plan social déguisé, avec une vingtaine de postes non remplacés à terme. Le département se défend en mettant en avant une optimisation du service, des équipes renforcées et des économies sur des bâtiments vieillissants. En Haute-Vienne, le Crédit Agricole Centre-Ouest prévoit de fermer sept agences en début d'année prochaine, dont deux à Limoges et celles de Châteauponsac, Condat-sur-Vienne, Saint-Germain-les-Belles, Magnac-Laval et Saint-Laurent-sur-Gorre. Les élus locaux dénoncent cette décision et envisagent des actions de protestation.

SOURCE La Montagne, édition de la Creuse, 07/10/2025, p. 6
Le Populaire du Centre, 08/10/2025, p. 5

COLLEZ VOTRE
PUB IC!



PUB@AQUISOCIAL.FR

DROIT DU TRAVAIL

CHARENTE-MARITIME

SES DEUX MAÇONS ÉTAIENT MORTS ÉCRASÉS PAR UN MUR : LE PATRON CONDAMNÉ

Un entrepreneur a été condamné jeudi 2 octobre à 18 mois de prison avec sursis et à 10 000 € d'amende par le tribunal correctionnel de La Rochelle. Sa responsabilité a été établie dans le grave accident du travail survenu il y a trois ans sur un chantier à Saint-Georges-d'Oléron. Alors qu'ils creusaient une tranchée en contrebas d'un mur, deux de ses maçons avaient été mortellement écrasés par ce dernier, tandis qu'un apprenti s'en tirait avec des blessures graves. Les étais n'avaient pas été posés.

SOURCE Sud Ouest Charente-Maritime, 04/06/2025, p. 14

CHARENTE

LES EX SALARIÉS DE LECAS TENTENT UNE NOUVELLE ACTION

Le conseil de Prud'hommes d'Angoulême examinait jeudi 9 octobre la requête des ex salariés de Lecas, à Nersac (Charente). Une cinquantaine d'entre eux sont venus réclamer le paiement de leurs indemnités et salaires. Leur versement est suspendu par la mise en liquidation de la société qui fait l'objet d'un appel par ailleurs. Les plaignants rappellent qu'un PSE avait été négocié et que le groupe Hamelin disait disposer de millions d'euros de fonds. Ils se trouvent dans la panade depuis cinq mois. Décision le 20 novembre.

SOURCE Charente Libre, 10/10/2025, p. 5

GIRONDE

LA CGT POURSUIT LA MAIRIE DE LORMONT POUR SON TRACT

À Lormont, la CGT conteste une note municipale sur l'exercice du droit de grève, adressée aux Atsem engagés dans un mouvement depuis début septembre. Le texte rappelle les règles d'information et évoque des sanctions, ce qui a conduit à la fin partielle du débrayage. Le syndicat dénonce une atteinte au droit de grève et a saisi le tribunal administratif, invoquant l'absence de consultation et de protocole.

SOURCE Sud Ouest Bordeaux Agglo, 08/10/2025, p. 20a

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LA COUR D'APPEL REVOIT À LA BAISSE LES INDEMNITÉS DES SALARIÉS DE LAUAK

L'information vient de sortir. La cour d'appel de Pau a confirmé fin août six licenciements économiques prononcés en novembre 2020 par l'industriel aéronautique Lauak, à Ayherre-Hasparren, tout en sanctionnant un manquement dans l'ordre des départs. Les indemnités versées aux salariés sont toutefois réduites, passant de 200 000 € à environ 150 000 € au total. Un seul licenciement est jugé sans cause réelle et sérieuse. La cour considère qu'il s'agissait d'une «réorganisation nécessaire à la compétitivité ». Lauak ne fera pas appel. Le personnel concerné envisage, lui, un pourvoi en cassation.

SOURCE Sud Ouest Béarn et Soule, 07/10/2025, p. 13

SAFRAN DEVRA COMMUNIQUER SES FICHES DE PAIE

La cour d'appel de Pau a ordonné à Safran Helicopter Engines, basée à Bordes, près de Pau, de transmettre des fiches de paie anonymisées dans le cadre d'une action de groupe menée par un collectif de syndicats. Action qui porte sur d'éventuelles discriminations salariales entre hommes et femmes embauchés à niveau Bac +2 depuis les années 1980. L'entreprise conteste toute inégalité, mais dispose de trois mois pour remettre les documents, sous peine d'une amende journalière. Environ 500 femmes pourraient être concernées par un écart salarial d'environ 300 € à diplôme équivalent. Cette décision confirme celle rendue fin 2024 par le tribunal judiciaire de Pau, contre laquelle Safran avait fait appel.

SOURCE Sud Ouest Béarn et Soule, 10/10/2025, p. 12



CHAQUE MATIN
WWW.AQUISOCIAL.FR
LIVRE POUR VOUS 22 ÉDITIONS
DE LA PRESSE
QUOTIDIENNE RÉGIONALE


Notre résumé à **09:00**



EMPLOI & FORMATION

EN RÉGION

BÂTIMENT

DES INITIATIVES POUR FAIRE CONNAÎTRE LA FILIÈRE DU BÂTIMENT

Face aux difficultés de recrutement dans le secteur du bâtiment, plusieurs initiatives locales se multiplient dans la région pour susciter des vocations et adapter les formations aux besoins du marché. En **Lot-et-Garonne**, la Fédération compagnonnique propose aux jeunes de découvrir huit métiers du bâtiment — de la charpente à la plomberie, en passant par la menuiserie et la peinture — à travers un programme d'expérimentation de deux mois et demi, jusqu'à la mi-décembre.

Dans les **Landes**, à Morcenx-la-Nouvelle, le BTP CFA 40 ajuste son offre de formation face à la baisse des recrutements d'apprentis. L'établissement, qui forme du CAP au BP, ouvrira bientôt une section dédiée à la voirie et aux réseaux divers (VRD). Il organisera aussi, le 27 novembre, une soirée des diplômés au cinéma local, avec la projection d'un film sur la vie d'apprentis en entreprise.

En **Charente**, la Capeb et France Travail se sont associés pour promouvoir cette semaine les métiers du bâtiment à travers des job datings, tables rondes et témoignages de professionnels à Angoulême et à Ruffec. Ces rendez-vous visaient aussi bien les jeunes que les demandeurs d'emploi et les salariés en reconversion. Partout, les acteurs du secteur s'emploient à redorer l'image du bâtiment et à renforcer l'attractivité de ses métiers essentiels.

SOURCE Sud Ouest Lot-et-Garonne, 04/10/2025, p. 16
Sud Ouest Landes, 09/10/2025, p. 17
Charente Libre, 07/10/2025, p. 4

L'AGENDA SOCIAL

a besoin de vos contributions

Aquisocial propose de recenser les principaux événements de la région en lien avec l'actualité sociale.

La rubrique "Agenda" du site www.aquisocial.fr intègre un moteur de recherche qui permet de les parcourir facilement. Elle ne peut exister sans vous, n'hésitez pas à l'abonder avec vos informations. Ecrivez nous !



agenda@aquisocial.fr

CHARENTE-MARITIME

ROCHEFORT MET LA DERNIÈRE TOUCHE À SON AMBITIEUX PÔLE DE FORMATION

La communauté de communes Rochefort-Océan devrait ouvrir un pôle de formation d'envergure à l'horizon 2028. Près de 15 000 m² sur trois étages, à proximité de l'ancien hôpital de Rochefort. Les trois quarts de la surface sont déjà réservés par des organismes d'apprentissage, dans des domaines aussi variés que la santé, le numérique, le commerce ou encore le tertiaire. 3 500 m² restent disponibles : les entités intéressées ont jusqu'à la fin du mois pour se rapprocher de la Société d'économie mixte (Semdas) porteuse du projet en collaboration avec la collectivité. Ce campus Avenir Rochefort est estimé à près de 40 millions d'euros. Les premiers coups de pelle devraient être donnés avant le printemps.

SOURCE Sud Ouest Charente-Maritime, 04/10/2025, p. 19

DORDOGNE

UNE LICENCE PRO CYBERSÉCURITÉ DANS LES CARTONS À PÉRIGUEUX

Le Centre National des Arts et Métiers (Cnam) va ouvrir à la rentrée 2026 une licence professionnelle cybersécurité à Périgueux. Cette formation par apprentissage de niveau Bac+3 se tiendra au lycée Bertran-de-Born, sur un an. La première promo pourrait accueillir une quinzaine d'élèves. L'idée étant de former des professionnels prêts à répondre efficacement aux besoins en cybersécurité des PME.

SOURCE Dordogne Libre, 07/10/2025, p. 5

DEUX-SÈVRES

L'U2P 79 VEUT METTRE LE PAQUET POUR LA FORMATION PRO

Le nouveau président de l'union des entreprises de proximité des Deux-Sèvres (U2P 79) a déclaré son intention de donner la priorité à la formation professionnelle durant son mandat de trois ans. Charcutier-traiteur, il estime qu'il en va de la pérennité des structures qu'il représente.

SOURCE La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 06/04/2025, en ligne.



EMPLOI & FORMATION

DORDOGNE

ENEDIS CONFIE SES VIEUX VÊTEMENTS DE TRAVAIL AUX BAC PRO COUTURE

Enedis et le lycée Léonard-de-Vinci de Périgueux ont signé lundi 6 octobre une convention inédite pour donner une seconde vie aux vêtements de travail devenus inutilisables. Une quarantaine de pièces seront transformées par les élèves du bac pro couture et confection, intégrant le recyclage valorisant comme compétence essentielle à leur diplôme. Ce partenariat allie développement durable et créativité, offrant aux étudiants un terrain concret d'apprentissage.

SOURCE

Dordogne Libre,
08/10/2025, p. 6

Le Chiffre

91 662

Offres d'emploi ce matin
en région sur le site
francetravail.fr

+3%

VS SEMAINE DERNIÈRE

CHARENTE-MARITIME

QUATRE LYCÉES METTENT LE CAP VERS UNE FORMATION DE CHARPENTE MARINE

Quatre établissements de Charente-Maritime portent l'ambition d'ouvrir une formation de charpente marine à la rentrée prochaine. Les lycées maritime et aquacole, et Rompsay de La Rochelle, Dassault de Rochefort et celui des métiers du bois de Surgères y contribueraient chacun dans leur spécialité. Il s'agirait de former en alternance et en deux ans une dizaine d'élèves dans la restauration de vieux bateaux. La demande de main d'œuvre dans ce domaine est très recherchée sur le port de La Rochelle. Des chantiers nautiques ont d'ores et déjà fait part de leur intérêt.

SOURCE

Sud Ouest Charente-Maritime,
08/10/2025, p. 15

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LE FOURNISSEUR « ENERGIE D'ICI » SE DÉVELOPPE ET EMBAUCHE À PAU

Le fournisseur alternatif « Energie d'ici », basé à Arudy (Pyrénées-Atlantiques), vient d'ouvrir une agence à Pau avec deux salariés, en sus de la trentaine qu'elle emploie par ailleurs. L'entreprise veut gagner en visibilité et en présence au contact des usagers. Elle dit servir plus de 15 000 clients, notamment des professionnels, pour un chiffre d'affaires de 100 millions d'euros. « Energie d'ici » estime générer quelque 150 emplois indirects sur le territoire.

SOURCE

La République des Pyrénées,
07/10/2025, p.7

CHARENTE

LIDL CRÉE CINQ EMPLOIS À JARNAC POUR SON NOUVEAU MAGASIN

Le discounteur allemand Lidl finalise les travaux de son nouveau magasin de Jarnac (Charente). L'enseigne a recruté cinq salariés supplémentaires pour accompagner son développement. Le magasin offre une surface de près de 1 500 m², contre un peu moins de 1 000 m² sur le site précédent. Au total, l'acteur de la grande distribution emploiera à Jarnac 20 personnes à l'ouverture, prévue pour la mi-novembre.

SOURCE

Charente Libre,
08/10/2025, p. 20

RÉGION

78 EXPERTS-COMPTABLES INSTALLÉS EN NOUVELLE-AQUITAINE

Le conseil régional de l'ordre des experts-comptables vient d'installer 78 nouveaux professionnels en Nouvelle-Aquitaine. Ils sont près de 2 000 à exercer sur l'ensemble des douze départements, au service des entreprises et des associations. La filière y représente près de 20 000 emplois.

SOURCE

La Dépêche du Midi, édition du Lot-et-Garonne,
06/10/2025, p. 9



EMPLOI & FORMATION

CHARENTE

LA CROIX-ROUGE FORME LES MANIPULATEURS RADIO À LA COURONNE

Croix-Rouge Compétence, réseau de formation professionnelle de la Croix-Rouge française, investit 200 000 € en Charente pour former de futurs manipulateurs radio. Une section vient d'ouvrir à La Couronne, près d'Angoulême, et accueille vingt apprenants. Le cursus s'étale sur trois ans, en alternance. Il s'agit d'assurer la relève dans ce métier en tension. On estime qu'il manque environ 10 % de praticiens dans ce secteur.

SOURCE

Charente Libre,
08/10/2025, p. 5

GIRONDE

LES QUINQUA DEMANDEURS D'EMPLOI TESTENT LE JOB DATING INVERSE

A Biganos, près d'Arcachon, la troisième édition du salon Nos seniors ont du talent a réuni mardi 7 octobre une trentaine de candidats et une vingtaine d'entreprises dans un job dating inversé. Objectif : combattre les préjugés liés à l'âge et valoriser l'expérience. Sur le Bassin d'Arcachon, 35 % des demandeurs d'emploi ont plus de 50 ans, contre 26 à 27 % en moyenne départementale.

SOURCE

Sud Ouest Bassin d'Arcachon,
08/10/2025, p. 19

ORGANISMES DE FORMATION

PRÉSENTEZ VOS OFFRES

PUB@AQUISOCIAL.FR

QR code



PLANS & CESSIONS

HAUTE-VIENNE

A SAINT-LÉONARD-DE-NOBLAT, LE PORCELAİNIER COQUET PASSE SOUS PAVILLON INDIEN

Lundi 6 octobre après-midi, les 105 salariés de la maison Coquet-Jaune d'or, à Saint-Léonard-de-Noblat, ont découvert leurs nouveaux patrons. Un couple d'indiens vient d'acheter cette référence de la porcelaine de Limoges à la Compagnie européenne de luxe et traditions, qui la détenait depuis 2019.

A la tête de TVS Motor Company, un groupe centenaire employant 50 000 personnes dans l'industrie des deux roues à travers le monde, ils entendent se diversifier. Coquet-Jaune d'or est amenée à composer la première pièce française d'une entité baptisée « Atelier Expressions ». Dédiée à l'art de vivre et aux savoir-faire d'exception, cette structure est basée à Singapour. Elle ambitionne de renforcer le rayonnement international du porcelainier fondé en 1824.

SOURCE

Le Populaire du Centre,
07/10/2024, p. 5

CREUSE

LES SALARIÉS D'AMIS GARDENT UN MINCE ESPOIR

Les quelque 150 salariés d'Amis s'en remettent à l'audience en appel de leur employeur, qui conteste sa mise en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Lyon, mardi dernier. Prévue le 22 octobre, elle constitue leur ultime et infime espoir. Les conseils de la société de Guéret et Montluçon vont déposer un dossier de contestation. Une réponse est espérée avant le 31 octobre, date de cessation de l'activité décidée par le tribunal de commerce la semaine dernière.

SOURCE

La Montagne, édition de la Creuse,
06/10/2025, p. 8



CHARENTE

LES VITICULTEURS DU COGNAC VONT DEVOIR ARRACHER 3 500 HECTARES DE VIGNES

Empêtrés dans une crise qui n'en finit plus, les viticulteurs charentais vont devoir définitivement arracher 3 500 hectares de vignes. Le Bureau National Interprofessionnel du Cognac (BNIC) a annoncé mercredi 9 octobre que cette mesure était indispensable. Le vignoble est surdimensionné en regard des difficultés d'accès aux principaux marchés de la filière, les Etats-Unis et la Chine. Cette mesure d'urgence s'ajoute à la politique d'arrachage volontaire mise au point par l'interprofession l'hiver dernier.

Le BNIC estime que les deux dispositifs permettraient de supprimer en tout jusqu'à 10 000 hectares du vignoble, soit environ 10 % de l'ensemble. La question de l'indemnisation n'est pas encore tranchée. Le monde du cognac réclame des indemnités à l'Etat.

SOURCE

Charente Libre,
09/10/2025, p. 3

LA MAISON HINE CONTRAINTE DE LICENCIER DOUZE SALARIÉS À JARNAC

La maison de cognac Hine, basée à Jarnac (185 ha de vignoble), va se séparer de douze de ses trente-cinq collaborateurs. Confrontée à l'incertitude des marchés à l'international, notamment aux Etats-Unis et en Chine, la société avait tenté des mesures de chômage partiel au printemps et cet été. Elles n'ont pas suffi. Ces licenciements économiques se feront de préférence sur la base du volontariat, avec un accompagnement dédié et des formations.

SOURCE

Charente Libre,
04/10/2025, p. 5

VITICULTURE

POUR PARLER AUX CSE

VOUS PRENDREZ BIEN UN ENCART !

PUB@AQUISOCIAL.FR



PLANS & CESSIONS

EN RÉGION

SOCIO-CULTUREL

PLUSIEURS CENTRES SOCIAUX DANS LA PANADE

Plusieurs associations d'éducation populaire et centres sociaux de la région font face à de graves tensions budgétaires. Dans la **Vienne**, la MJC Claude-Nougaro de Montmorillon (30 salariés) tente de se redresser après un déficit de 320 000 € enregistré l'an dernier. Quatre licenciements et deux ruptures conventionnelles ont été engagés. Les salariés dénoncent une dégradation des conditions

de travail et un manque de dialogue, tandis que la direction prévoit une médiation pour apaiser les tensions internes. Dans les **Pyrénées-Atlantiques**, le centre social Lo Solan de Mourenx, qui emploie une cinquantaine de personnes, affiche un déficit cumulé de plus de 400 000 € sur deux exercices. Deux salariés ont déjà été licenciés au printemps pour motif économique. La structure doit présenter son

budget ce mois-ci et espère obtenir des aides pérennes ou exceptionnelles de l'État, de la CAF, des collectivités locales et de l'Europe. Ces difficultés financières, communes à nombre de structures sociales, interrogent sur la soutenabilité de leurs missions de proximité face à la baisse des financements publics.

SOURCE La Nouvelle République Vienne, 07/10/2025, en ligne. Sud Ouest Béarn et Soule, 06/10/2025, p. 18

LANDES

AGRICULTURE

MAÏSADOUR PRÉVOIT UN PLAN D'ACCOMPAGNEMENT DES AGRICULTEURS

La coopérative Maïsadour anticipe une récolte 2025 en baisse de 100 000 tonnes par rapport à l'an dernier, sous l'effet d'une sécheresse répétée et de températures caniculaires.

Ce recul, qui touche environ 65 000 hectares de maïs dans les Landes et régions voisines, impacte directement la rentabilité et la trésorerie de ses 5 000 agriculteurs adhérents. Face à cette situation, le groupe prévoit un plan stratégique d'accompagnement pour préserver l'emploi agricole et la viabilité des exploitations, en misant sur des pratiques plus durables : diversification des cultures, développement de filières à valeur ajoutée et optimisation de la gestion de l'eau.

L'objectif : garantir à la fois la performance technique et la sécurité des emplois dans un contexte climatique et économique incertain.

SOURCE

Sud Ouest Landes, 08/10/2025, p. 12-13

DEUX-SÈVRES

QUATRE EMPLOIS MENACÉS À LA RADIO LOCALE DE MELLE

L'association qui gère la radio locale D4B, à Melle, a été placée en redressement judiciaire mercredi 1er octobre. Fragilisée par un retard du versement de sa subvention majeure du ministère de la Culture, la structure, avec un budget annuel d'environ 150.000 €, peine à couvrir ses charges. Malgré le soutien des collectivités locales, l'absence de trésorerie remet en cause le maintien des quatre emplois.

SOURCE

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 07/10/2025, en ligne.

GIRONDE

UN VITICULTEUR CONTRAINTE DE VENDRE SON VIN À PRIX CASSÉ

Un viticulteur du Blayais en liquidation judiciaire a vu 3 200 hectolitres de vin mis aux enchères, ce jeudi 9 octobre, sur ordre du tribunal de commerce de Libourne. Jeunes agriculteurs et membres de la FDSEA se sont rassemblés pour dénoncer ces ventes à bas prix, qui mettent en péril l'ensemble du secteur. Le vin a été adjugé entre 200 et 250 € le tonneau de 900 L, alors que le prix du marché avoisine 950 €.

SOURCE

Ici Gironde, 09/10/2025, en ligne.

SUIVEZ LE FIL
WWW.AQUISOCIAL.FR

Vous voulez toucher les lecteurs d'Aquisocial ?



CETTE PAGE
EST A VOUS



Contact & devis
PUB@AQUISOCIAL.FR



PLANS & CESSIONS

EN RÉGION

SANTÉ

LA GROGNE MONTE FACE AUX RESTRICTIONS ET AUX MENACES DE FERMETURE

De Ruffec à Lescar, les tensions s'accumulent dans les établissements de santé, entre restrictions budgétaires, salaires trop faibles et structures fragilisées. À Ruffec (**Charente**), quelque 200 personnes ont manifesté hier jeudi 9 octobre pour défendre leur hôpital et le maintien du service d'urgences de nuit, que beaucoup redoutent de voir transféré à Saint-Michel, près d'Angoulême. L'ARS se veut rassurante, assurant qu'aucune fermeture n'est prévue à cinq ans, sans convaincre les usagers. En **Charente-Maritime**, l'hôpital de Royan doit trouver 1,2 million d'euros d'économies malgré un déficit de 4 millions. La CGT et l'association des médecins urgentistes de France dénoncent une pression financière intenable.

Dans les **Landes**, les 140 salariés de la Clinique de l'Adour à Aire-sur-l'Adour étaient en grève lundi 6 octobre, à l'appel de SUD et CGT, pour une hausse des salaires et une meilleure gestion.

En **Béarn**, la mobilisation d'hier a réuni près de 300 personnes à Pau, Oloron et Orthez pour dénoncer les coupes budgétaires et la mutualisation des services hospitaliers. Les difficultés n'épargnent pas le privé : à **Lescar**, enfin, le centre médical pluridisciplinaire SoMed, implanté depuis deux ans dans un important centre commercial, est à son tour menacé de fermeture. Comme l'antenne de Bayonne il y a quelques mois. L'ensemble du groupe gestionnaire, qui comptait quinze structures en France, est en redressement judiciaire. Huit professionnels de santé y exercent encore à Pau, malgré les retards de salaires qui avaient déjà provoqué une grève en juin.

SOURCES

- Sud Ouest Béarn et Soule, 04/10/2025, p. 14
- Charente Libre, 07/10/2025, p. 3
- Sud Ouest Landes, 07/10/2025, p. 13
- Sud Ouest Charente-Maritime, 09/10/2025, p. 20e
- Charente Libre, 10/10/2025, p. 26
- La République des Pyrénées, 10/10/2025, p. 12, 22 et 25



IL SUFFIT D'UN SCAN
POUR ALLER SUR
WWW.AQUISOCIAL.FR

GIRONDE

LE CASINO DE SOULAC EN LIQUIDATION JUDICIAIRE, TREIZE LICENCIEMENTS

La société qui exploitait jusqu'à cet été le casino de Soulac-sur-mer, en Gironde, va être placée en liquidation judiciaire ce mois-ci. La Commission nationale des jeux lui ayant retiré son autorisation d'exercer, en raison de divers manquements. Les treize salariés devraient perdre leur emploi. La municipalité lancera prochainement une procédure de délégation de service public aux fins de trouver un nouvel exploitant d'ici à cet été. Elle compte intégrer dans le projet un plan de reprise du personnel.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
07/10/2025, p. 14

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

A PAU, L'ENTREPRISE À BUT D'EMPLOI SE CHERCHE DE NOUVEAUX MARCHÉS

L'entreprise à but d'emploi Ecloz, 50 salariés, veut accélérer sa croissance à Pau. Cette structure fondée il y a trois ans recrute en CDI des personnes éloignées de l'emploi. Elle dispose d'ateliers bois, couture, rénovation de meubles. Ecloz intervient également dans le transport de passagers en vélos et gère une boutique de location de matériel de jardinage et de bricolage. La société ouvrira ses portes cette semaine pour se faire connaître et tâcher de trouver de nouveaux marchés.

SOURCE

La République des Pyrénées,
08/10/2025, p. 11





PLANS & CESSIONS

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

QUI POUR REPRENDRE LA VILLA DE LUXE ET SES 20 SALARIÉS À PAU ?

La villa Navarre, établissement hôtelier de prestige à Pau, est à vendre pour 7,4 millions d'euros. Le cinq étoiles et son restaurant récemment déclassé du guide Michelin sont en redressement judiciaire depuis plus d'un an, du fait entre autres d'une dette sociale de plus de 250 000 €.

Vingt salariés y travaillent toujours. L'activité génère un chiffre d'affaires annuel d'un peu plus d'un million d'euros. Les offres de reprise sont reçues jusqu'à la fin du mois.

SOURCE

La République des Pyrénées,
04/10/2025, p. 8

GIRONDE

LES JUGES PRONONCENT LA LIQUIDATION JUDICIAIRE DE L'ABATTOIR DE BAZAS

Il n'y avait plus guère d'espoir. La décision est tombée mercredi 8 octobre, le tribunal de commerce de Bordeaux a liquidé la gestionnaire de l'abattoir de Bazas (Gironde). La Société bazadaise d'abattage (SBA) n'est pas parvenue à redresser la barre, cumulant dettes conséquentes et forte baisse d'activité. Le plan de redressement prévoyait une réduction de créances qui a été refusée. Salariés et éleveurs étudient la possibilité d'une reprise par le biais d'une coopérative.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
09/10/2025, p. 8

**BANQUES, ICI VOUS TROUVEREZ
TOUJOURS A QUI PARLER**

**PRESENTEZ VOS SOLUTIONS
D'EPARGNE SALARIALE**

PUB@AQUISOCIAL.FR



INVESTISSEMENTS

LOT-ET-GARONNE

LE LABORATOIRE UPSA INJECTE 10 M€ À AGEN POUR RELANCER DES MÉDICAMENTS

Le laboratoire agenais Upsa va relancer la production en France de deux antiépileptiques, Gabapentine Upsa et Prégabaline Upsa, absents du territoire depuis 2018. Un investissement de plus de 10 millions d'euros est engagé pour aménager un atelier dédié sur le site du Passage-d'Agen, avec une commercialisation prévue en 2026. 30 salariés – sur les 1 200 du site – sont déjà mobilisés sur ce projet, qui confirme la volonté d'Upsa de maintenir une production 100 % française.

SOURCE

Sud Ouest, toutes éditions, 08/10/2025, p. 10



EN BOURSE CETTE SEMAINE

Nous donnons ici la performance boursière des principales entreprises de la région cotées à Paris. Nous pensons que cela reflète pour partie l'intérêt des investisseurs privés pour l'économie locale, ce qui contribue indirectement à faire vivre les salariés des sociétés néo-aquitaines. Les cours sont arrêtés au jeudi soir, l'évolution reflète la tendance sur la semaine glissante, d'un numéro d'Aquisocial à l'autre.

Les marchés achètent...

| | | | |
|-------------------------------|------------------|----------------|--------------|
| Aelis Farma Biotechnologie | Bordeaux (33) | 1,22€ | 4,27% |
| Legrand Équ. électrique | Limoges (87) | 145,25€ | 2,22% |
| HDF Energie, hydrogène | Blanquefort (33) | 4,00€ | 0,25% |

...vendent

| | | | |
|--|------------------|----------------|----------------|
| Immersion Logiciels | Bordeaux (33) | 1,52€ | -10,59% |
| Eaux de Royan Distribution d'eau | Royan (17) | 40,00€ | -4,76% |
| Arverne Géothermie | Pau (64) | 5,10€ | -3,77% |
| Fermentalig Biotechnologie | Libourne (33) | 0,50€ | -1,96% |
| Fountaine Pajot Construction navale | La Rochelle (17) | 102,80€ | -1,34% |
| Valbiotis Santé | Périgny (17) | 0,80€ | -1,23% |
| Hunyvers Distrib. VL de loisir | Limoges (87) | 7,32€ | -1,08% |
| Oeneo Vitivinicole | Cognac (16) | 9,24€ | -0,22% |

GIRONDE

LE PETIT BASQUE INVESTIT 750 000 € POUR LANCER SON FROMAGE FOUETTÉ DE BREBIS

L'entreprise de spécialités laitières de brebis Le Petit Basque (83 M€ de chiffre d'affaires, 200 salariés) se diversifie dans la fabrication d'un fromage fouetté. L'usine de Saint-Médard-d'Eyrans, au sud de Bordeaux, a investi 750 000 € dans ce projet. Elle nourrit l'ambition de se faire une place parmi les tartinables en se positionnant comme la seule alternative « brebis » du marché. L'activité a déjà généré 1 million d'euros de chiffre d'affaires.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions, supplément éco & entreprises, 09/10/2025, p. 1

CORRÈZE

A BRIVE, BLÉDINA OUVRE UNE NOUVELLE CHAINE DE PRODUCTION

L'usine Blédina de Brive (Groupe Danone), spécialisée depuis un demi-siècle dans la production de pots pour bébé, vient d'ouvrir une nouvelle chaîne de production. Il en sort un produit inédit, des compléments alimentaires médicaux destinés aux adultes. Objectif : en fabriquer 10 000 tonnes, pour un marché national et à l'export.

SOURCE

Ici Limousin, 06/10/2025, en ligne.

CHARENTE

...MAIS PAS DE DÉMÉNAGEMENT EN VUE POUR LES AGENTS DU COMMISSARIAT DE COGNAC

Les 50 agents du commissariat de Cognac devraient rester encore un moment dans leurs locaux du centre-ville. Le projet d'inaugurer d'ici à 2027 un site neuf près du siège de la communauté d'agglomération est au point mort, en dépit des propos tenus par le président Emmanuel Macron lors d'une visite officielle à Jarnac il y a deux ans. Les financements étaient selon lui budgétisés. Les parlementaires et notamment le sénateur Bonneau se mobilisent.

SOURCE

Charente Libre, 06/10/2025, p. 17



NOUVELLES TÊTES

CHARENTE-MARITIME

LOÏC LE GORREC PREND LES RÊNES D'ALSTOM À AYTRÉ

Loïc Le Gorrec vient de prendre ses fonctions à la tête de l'unité Alstom d'Aytré, près de La Rochelle. Ingénieur de formation, dans le groupe depuis près d'un quart de siècle, il a pour mission de diriger ce site de près de 1 500 salariés, occupés à assembler le TGV du futur ainsi que quelques tramways.

SOURCE

Sud Ouest Charente-Maritime,
07/10/2025, p. 15

DORDOGNE

DOMINIQUE BERNARD POUR RÉFORMER LES PAPÈTERIES

Dans la tourmente, les papèteries de Condat (groupe Lecta), 220 salariés, vont-elles être sauvées par leur nouveau patron ? C'est en tout cas en « expert en transformation » et en « situations complexes » que se présente Dominique Bernard, le dirigeant qui vient d'être nommé par le propriétaire du site.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
07/10/2025, p. 8

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LE COLONEL BENOÎT ALÉGOËT DIRIGE LES GENDARMES

Le colonel Benoît Alégoët a pris officiellement ses fonctions mercredi 8 octobre à Pau. Ancien de Saint-Cyr et du GIGN, il assure le commandement des 700 gendarmes du département et de 350 réservistes.

SOURCE

Sud Ouest Béarn et Soule,
09/10/2025, p. 12

DORDOGNE / CORRÈZE

AURORE GATINEAU, PATRONNE DE LA MÉDECINE DU TRAVAIL

Le SPST 19-24, service de santé au travail en Corrèze et en Dordogne, accueille Aurore Gatineau comme nouvelle directrice générale. Elle entend moderniser les pratiques et renforcer la prévention, notamment en élargissant le rôle des infirmiers. Une première édition des « Rencontres de l'innovation en santé au travail » est prévue en février 2026 à Périgueux.

SOURCE

Dordogne Libre,
10/10/2025, p. 10

CHARENTE

LE TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGOULÈME VA CHANGER DE PRÉSIDENT

Atteint par la limite de mandats en qualité de juge consulaire, le président du tribunal de commerce d'Angoulême va être remplacé. Le successeur de Jean-Louis Sutre, patron d'Hertus industries à Champniers, entrera en fonction le 1er janvier. L'institution doit également pourvoir mardi à l'élection de six nouveaux juges qui siégeront eux aussi à compter du début de l'année prochaine.

SOURCE

Charente Libre,
06/10/2025, p. 5

**Prenez
vite
votre
encart**

PUB@AQUISOCIAL.FR



FAITS-DIVERS

VIENNE

SÉCURITÉ

700 AGENTS DE POITIERS PRIVÉS DE TÉLÉTRAVAIL APRÈS LA CYBERATTAQUE...

700 agents de la ville de Poitiers et de l'agglomération n'ont plus accès au télétravail depuis une cyberattaque qui a également touché le centre communal d'action sociale (CCAS), à la fin du mois d'août. Pour des raisons de sécurité, leur accès est suspendu jusqu'à rétablissement complet du réseau. Une trentaine d'entre eux, télétravailleurs par préconisation médicale, ont dû être placés en arrêt de travail, ce que conteste le syndicat FO des territoriaux.

SOURCE

La Nouvelle République,
06/10/2025, p. 11

LOT-ET-GARONNE

LES AGENTS DE FUMEL AFFECTÉS PAR UN PIRATAGE...

Une cyberattaque a frappé les serveurs de la mairie de Fumel (Lot-et-Garonne), dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 octobre. Les services municipaux s'en trouvent paralysés. Cette attaque revendiquée par des pirates malaisiens a aussi un impact sur les agents de la commune. Les ressources RH, telles que les bulletins de paie, ont été impactées.

SOURCE

La Dépêche du Midi, édition du Lot-et-Garonne, 07/06/2025, p. 26

...LE CENTRE DE GESTION À LA RESCOUSSE DE LA MAIRIE

La mairie de Fumel bénéficie de l'appui du Centre de gestion de Lot-et-Garonne (CDG 47), qui a permis de récupérer l'intégralité des données grâce à son service de sauvegarde.

Le CDG investit 160 000 € par an dans la cybersécurité et accompagne près de 400 collectivités pour la prévention, la formation et la gestion de crise. En France, 218 attaques ont visé des collectivités en 2024, dont 25 avec rançon.

SOURCE

Sud Ouest Lot-et-Garonne,
10/10/2025, p. 12



Varions les sources
Envoyez-nous vos communiqués
info@aquisocial.fr

CHARENTE-MARITIME

DEUX ANS APRÈS LA MORT D'UNE CLIENTE, LEROY-MERLIN AU TRIBUNAL À LA ROCHELLE

Le magasin Leroy-Merlin de La Rochelle était mardi 7 octobre à la barre du tribunal correctionnel de la cité. Le parquet a requis à son encontre 10 000 € d'amende, estimant que sa responsabilité était en partie engagée dans l'accident mortel dont avait été victime une cliente au printemps 2023. Cette femme n'avait pas survécu à l'effondrement, causé par son mari, d'une vingtaine de panneaux occultants stockés en hauteur. Il est reproché à l'enseigne un manque de communication et de sécurité. Son conseil estime que la responsabilité incombe à l'époux de la victime. Le tribunal rendra ses décisions le 13 novembre.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
08/10/2025, p. 9

CREUSE

LE FEU DÉTRUIT L'ATELIER DE FROMAGE DE CHÈVRE CHEZ CHAVEGRAND

Mise en cause dans un scandale sanitaire en rapport avec deux cas mortels de listériose, la fromagerie Chavegrand de Maison-Feyne (Corrèze) se retrouve à nouveau au cœur de l'actualité. L'intégralité de son personnel a dû être évacuée lundi après-midi suite à un incendie parti d'un transformateur. Le feu n'a causé que des dégâts matériels, mais totalement détruit l'atelier de fromage de chèvre. Les 130 salariés n'avaient pas repris le travail mardi matin, la production restant à l'arrêt en raison du sinistre.

SOURCE

La Montagne, édition de la Creuse,
07/10/2025, p. 5
Ici Creuse, 07/10/2025, en ligne.

Aquisocial, la Semaine Sociale en Nouvelle-Aquitaine du 10/10/2025
 est une revue de presse éditée par Benoît Caurette, 120 rue Saint-Roch,
 16000 Angoulême ; www.aquisocial.fr

Hebdomadaire,
 paraît le vendredi

ISSN : en cours
 Dépôt légal : novembre 2025
 n° CPPAP à venir

Directeur de la publication
 et responsable de la rédaction :
 Benoît Caurette (b.caurette@aquisocial.fr)

Transmettre une info : info@aquisocial.fr
 Publicité : pub@aquisocial.fr

